

La rentrée de Vincent Peillon ?

Un sparadrap sur une jambe de bois !

Le Ministère de l'Éducation Nationale multiplie les effets d'annonces pour la rentrée scolaire 2012 : 1000 postes supplémentaires de professeurs des écoles, 250 postes d'enseignants dans le secondaire, 75 postes de CPE.

En additionnant nous sommes loin de compenser les 14000 postes supprimés à cette rentrée par l'ancienne majorité !

Pour SUD Éducation la réalité que nous devons affronter à la rentrée prochaine c'est bien la suppression de 12645 postes (-14000 + 1355).

Dans le Premier degré : l'insuffisance criante des moyens de remplacement, les RASED démantelés, le recul de la scolarisation des 2 ans, les classes trop chargées...

À cela s'ajoutent pour le Second degré les conséquences de la réforme du lycée qui se font de plus en plus sentir (postes supprimés, augmentation des effectifs, suppression des dédoublements, accroissement de la charge de travail...), réforme dont le ministre n'a aucunement annoncé une possible remise en question.

Quid également de la réforme de l'enseignement professionnel qui supprime 25% de formation pour les élèves de bac pro ?

Quid de celle de la voie technologique qui n'a d'autre objectif que de supprimer des postes ?

Quid de la démolition en règle de la Vie scolaire prise en étau entre suppressions d'emplois, restructurations et dérives sécuritaires ?

Quant aux stagiaires : passer à 15h devant élèves au lieu de 18, ce n'est pas leur donner les moyens de se former. D'autant que cette mesure se traduira par de nouvelles heures supplémentaires imposées pour les personnels titulaires !

Non, nous ne voulons pas faire la rentrée prévue par Sarkozy-Fillon-Châtel, à peine édulcorée par Hollande-Peillon, avec pas loin de 13000 postes en moins au lieu des 14000 suppressions initialement prévues.

SUD éducation rappelle que le renouvellement des milliers de CAE-CUI arrivant en fin de contrat ne fera que les maintenir dans la pré-

carité alors qu'il s'agit de missions pérennes qu'il faut titulariser sur des emplois de fonctionnaires. De même, la décision de créer un nouvel emploi de "médiateur violences", une fois de plus précaire, et alors que les postes de surveillants sont notoirement insuffisants, n'est pas acceptable.

Pour la Fédération SUD Éducation l'urgence pour la rentrée prochaine c'est :

■ La réouverture des 2500 postes RASED supprimés, la mise en place de formations spécialisées pour rétablir les réseaux d'aides complets, créer des postes de Maîtres E et G, de psychologues,

■ L'augmentation des moyens de remplacement, la baisse significative des effectifs-classe par des créations de postes à la hauteur des besoins,

■ L'extension du recrutement sur listes complémentaires, l'organisation d'une session de concours supplémentaire (comme en 1981...),

■ Le réemploi et la titularisation sans conditions de concours ni discriminations de nationalité de tous les précaires,

■ Le retour au tiers temps face aux élèves pour les stagiaires,

■ Mais aussi la suppression des dispositifs liberticides : Livret personnel de compétences, systèmes de fichage centralisé des élèves et des personnels,

■ Et l'arrêt des atteintes aux libertés syndicales et le rétablissement dans leurs droits des militants sanctionnés.

SUD Éducation ne se satisfera pas d'un sparadrap sur une jambe de bois et s'adresse à nouveau au Ministre pour réclamer un véritable plan d'urgence pour la rentrée.

SUD Éducation appelle les personnels à se réunir en AG, à se mobiliser activement, à coordonner leurs actions et soutiendra toutes les initiatives prises pour refuser cette nouvelle rentrée d'austérité.

Saint-Denis, le 29 juin 2012



Fédération SUD éducation
17 Boulevard de la Libération ■ 93200 Saint-Denis
fede@sudeducation.org ■ www.sudeducation.org
Tél. : 01 42 43 90 09 ■ Fax : 01 42 43 90 22

